

"Helmut Schmidt: retour vers l'Europe" dans Der Spiegel (25 septembre 1978)

Légende: Le 25 septembre 1978, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel analyse le rôle joué par la coopération franco-allemande dans la création, en 1978, du Système monétaire européen (SME).

Source: Der Spiegel. Das deutsche Nachrichtenmagazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; Herausgeber Engel, Johannes K.; Böhme, Erich. 25.09.1978, Nr. 39; 32. Jg. Hamburg: Spiegel-Verlag. "Helmut Schmidt: Zurück zu Europa", p. 21-23.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/helmut_schmidt_retour_vers_l_europe_dans_der_spiegel_25_septembre_1978-fr-30b99438-2616-4812-855d-b365585c66d4.html

Date de dernière mise à jour: 01/08/2016



Helmut Schmidt: retour vers l'Europe

Déçu par les USA, le chancelier Schmidt poursuit de nouvelles visions d'une Europe unie et puissante. Il pense que le rôle moteur devrait revenir à la France, parce que les Allemands, encombrés par le poids de leur passé, ne devraient «pas manifester trop d'assurance». Schmidt tient cependant à diriger les opérations.

On aurait dit qu'ils avaient mémorisé par cœur le vocabulaire de l'économie nationale, le grand élégant et le manipulateur trapu. Ils ont décliné «panier de monnaies» et «compensation des soldes», et joué avec la définition des «points d'intervention» et de la «parity grid».

En vérité, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt s'imprégnaient d'histoire et rêvaient d'avenir. Ces deux personnages centraux de l'Europe s'étaient réunis il y a deux semaines à Aix-la-Chapelle, résidence de Charlemagne et lieu riche en symboles, et avaient mesuré leurs travaux arides sur leur projet de monnaie artificielle européenne, l'«écu» à l'aune d'un exemple vieux de 1100 ans: L'Allemand a décrit ainsi sa perspective historique : «Nous sommes sur le point de réaliser quelque chose qui sera d'une importance politique capitale pour la suite de ce siècle.»

Schmidt a des ambitions qui dépassent les taux de change. Le gestionnaire de crise allemand se veut un homme d'État européen et tente de donner un nouvel élan à l'unification de l'Europe. Son objectif est le leadership politique du vieux continent, voire de l'hémisphère occidental.

Lors de ses vacances d'été au bord du Bramsee, le chancelier a réévalué l'évolution du monde et sa contribution historique. Le résultat en fut plutôt sombre. La politique économique de la puissance occidentale américaine reste dans un état pitoyable, et malgré l'harmonie personnelle entre Schmidt et Jimmy Carter, le chancelier doute du talent politique du président américain.

Quatre jours à peine avant la célébration par Carter à Camp David de la réconciliation spectaculaire entre le président égyptien Anwar el-Sadat et le premier ministre israélien Menachem Begin, Schmidt avait exposé son point de vue au groupe SPD du parlement à Bonn: «Le Proche-Orient a déjà connu quatre guerres, et personne ne peut en exclure une cinquième.» Mais un autre conflit militaire ou une nouvelle menace d'embargo pétrolier risquerait de plonger l'économie mondiale dans une profonde dépression.

Suite aux critiques exprimées par la Syrie et l'Arabie Saoudite, le chef du gouvernement de Bonn n'accorde qu'une note moyenne au résultat obtenu à Camp David. Mercredi dernier, le Conseil des ministres restait d'avis que la paix n'était pas encore rétablie. Et suite au manque de clarté de l'accord de Camp David, le dollar a chuté pour atteindre un nouveau record à la baisse.

Les perspectives d'avenir du chancelier sont donc particulièrement sombres. Les disputes relatives à la bombe à neutrons, l'attitude égoïste selon Schmidt des USA en matière d'approvisionnement en uranium et d'énergie nucléaire, la politique des coups d'épingle de Carter vis-à-vis de l'Union soviétique et la stratégie conjoncturelle basée uniquement sur les besoins américains – tous ces différends ont laissé des traces. D'après les confidences de Schmidt à ses proches, «on ne peut absolument pas compter sur le gouvernement de Washington.»

Sa conclusion: les Européens doivent occuper la place laissée vacante par les Américains. Maintenant qu'il a perdu confiance dans les USA, le chancelier, qui n'exprimait jusqu'ici que du mépris envers la Communauté européenne de Bruxelles, cherche à s'appuyer sur une Europe plus forte. Et la nouvelle figure de proue de l'Europe sera Valéry Giscard d'Estaing. D'après un ministre de Bonn: «Giscard marchera en tête, Schmidt lui laisse la direction.»

Le fait que le chancelier, qui se voyait récemment encore dans le rôle d'un «économiste mondial» autoproclamé, renonce volontairement au premier rôle, s'explique par des raisons intéressantes du scénario imaginé par Schmidt. Plus l'économie allemande se renforce au niveau mondial, plus le reste du monde se montre sensible, et plus la politique étrangère allemande devient «vulnérable» (selon Schmidt). La politique

étrangère allemande a en effet deux points faibles: le statut de Berlin Ouest et le poids moral des crimes nazis qui restent dans les mémoires. «L'espoir de voir s'estomper à l'étranger le souvenir d'Auschwitz et d'Oradour ne se réalisera pas.»

Une communication envoyée récemment à Bonn par son ambassade londonienne montre à quelle vitesse ces ressentiments apparemment éteints peuvent se réveiller. Depuis que la télévision allemande diffuse le programme américain «Holocaust», qui montre l'horreur des camps de concentration, les diplomates allemands se plaignent de «ne recevoir que des appels antiallemands toute la journée.»

Pour Schmidt, cela signifie que pendant encore un certain temps, les Allemands devront «éviter de manifester trop d'assurance» afin de ne pas «réveiller l'envie et la méfiance» qui restent latentes un peu partout.

Le chancelier a présenté sa nouvelle pièce à Aix-la-Chapelle. Les Allemands assument les frais de production et assurent la mise en scène, mais le personnage principal est Giscard, «qui n'a pas à redouter d'élections jusqu'en 1981» (Selon les paroles du ministre des finances Hans Matthöfer). Le Système monétaire européen (SME) élaboré par Schmidt et Giscard devrait permettre le renforcement de l'entente franco-allemande et réduire le risque de voir les Allemands de l'Ouest «se retrouver tout à coup seuls» (Schmidt) au cours des décennies à venir.

Pour y parvenir, on redonne vie au «serpent monétaire» européen moribond, que les Français avaient dû abandonner une fois de plus en 1976. L'objectif est de rétablir des taux de change stables entre le plus grand nombre possible d'États européens (la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Autriche et la Suisse sont également invitées à participer), comme ce fut le cas jusqu'en 1973, afin de permettre désormais aux entreprises de faire des prévisions exactes. Pour que le système continue à fonctionner lorsque la devise d'un État participant, suite à une dévaluation importante, atteint le «point d'intervention», les banques d'émission, et principalement la banque centrale allemande, devront puiser dans leurs réserves de devises.

Elles cèdent un cinquième de leurs réserves de devises en or ou en dollars à un fonds destiné à ces transactions («compensations des soldes»). Étant donné que la Bundesbank possède les réserves les plus importantes, les Allemands sont également les principaux contributeurs – jusqu'à 18 milliards de marks pour atténuer au besoin les fluctuations des devises par des achats ou des ventes.

La Bundesbank verse 18 milliards de marks supplémentaires pour la création d'une monnaie européenne appelée «ECU». Ces initiales sont celles de l'expression anglaise European Currency Unit (unité monétaire européenne), mais les experts le prononcent «écu» à la française et redonnent ainsi vie à un passé glorieux: De 1266 à 1803, le terme «écu» désignait la monnaie d'or ou d'argent utilisée en France.

Mais l'Euromonnaie se prête mal au commerce moderne et ne servira qu'aux échanges entre banques d'émission, au taux d'un Ecu pour 2,5 marks, 1,2 dollar américain ou 5 francs français. Même le ministre des finances responsable de la question, qui tente depuis longtemps de comprendre le mécanisme du SME, ne comprend pas à quoi il sert. Matthöfer: «Personne ne comprend vraiment tout le système. Mais il fonctionne.»

La banque centrale de Francfort partage désormais la confiance du ministre fédéral chargé des questions monétaires, alors que début septembre encore, elle avait mis le chancelier en garde contre un nouvel ordre monétaire. L'ancien directeur de la Bundesbank Karl Klasen et le ministre de l'économie Otto Graf Lambsdorff avaient eux aussi protesté contre l'idée de Schmidt et de Giscard d'utiliser l'Ecu comme véritable moyen de paiement et d'en calculer quotidiennement la valeur sur base des taux de change des monnaies participantes («panier de monnaies»).

L'inconvénient: les pays voisins auraient pu ainsi laisser leur inflation s'envoler aux dépens de la stabilité allemande. Suite à l'objection de la Bundesbank, ce danger a disparu. Un nouvel anglicisme «parity grid» (grille de parité) désigne désormais la méthode actuelle au sein du «serpent», et les banquiers sont soulagés: «Nous sommes heureux que rien ne change.»

Mais ce n'est pas tout à fait vrai. Le retour de la France au sein du système monétaire européen et la participation éventuelle des Anglais et des Italiens suppose que les stratèges de la conjoncture adoptent partout la même approche et réduisent à un niveau acceptable les taux d'inflation élevés de Paris (9,3 pour cent), Londres (7,8 pour cent) ou Rome (11,9 pour cent).

Pour réaliser la vision d'une Europe plus forte du chancelier, les Allemands font la moitié du chemin. Schmidt est résolu à tenter de maintenir un équilibre fragile entre l'inflation et la stabilité: «Personne au monde ne peut enfoncer seul un mur, tout au plus il se fera mal à la tête. Nous devons tous faire des efforts et des concessions.»

À partir du 1^{er} janvier, le modèle européen sera mis à l'essai pour une période de deux ans. Si cette expérience réussit et que les petites avancées monétaires permettent la naissance d'une union économique, Schmidt aimerait étendre progressivement l'alliance franco-allemande à la politique étrangère et se libérer ainsi du traumatisme d'une Allemagne isolée: Schmidt conçoit et dirige, Giscard représente et préside.

Lorsque le chancelier se lance dans de telles perspectives, ses collègues sociaux-démocrates du gouvernement ne peuvent éviter les associations historiques. Comme le dit le ministre de la coopération au développement Rainer Offergeld, qui n'est au gouvernement que depuis sept mois: «Quand je l'entends parler ainsi, je pense souvent à Bismarck.»